

Après les soignants, les enseignants pourraient-ils être concernés par l'obligation vaccinale ?



« On n'a pas besoin de mettre en place un système d'obligation » pour les enseignants a estimé le 8 juillet sur LCI Jean-Michel Blanquer. © JC MILHET / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

Extension ?

Par Hadrien Brachet

Publié le 14/07/2021 à 16:32

Après les soignants, à qui le tour ? Au cours de son allocution télévisée, Emmanuel Macron n'a pas exclu une extension de l'obligation vaccinale. « En fonction de



l'évolution de la situation, nous devons sans doute nous poser la question de la vaccination obligatoire pour tous les Français » a esquissé le président de la République, ce 12 juillet. Et puisque les enseignants travaillent au contact du public, pourraient-ils être les prochains sur la liste ?

La question s'est d'ores et déjà invitée dans le débat politique. Interviewé sur RMC, le ministre de la Santé Olivier Véran a indiqué hier matin, le 13 juillet, que les professeurs étaient exclus des professions concernées par l'obligation vaccinale annoncée lundi soir par Emmanuel Macron car le corps enseignant « est au contact de personnes qui ne sont pas fragiles. »

Ce dimanche 11 juillet, le JDD rapportait que pour le président du groupe les Républicains à l'Assemblée, Damien Abad, la question « devra se poser à la rentrée ». « La vaccination obligatoire des enseignants serait intéressante car ils sont au contact de plusieurs dizaines d'enfants au cours de la journée », juge un élu macroniste familier des questions de santé. Mais le 8 juillet, le ministre de l'Éducation nationale ne s'y montrait lui pas franchement favorable.

« Est-ce qu'un enseignant non vacciné pourrait faire classe à la rentrée ? » lui demandait Élisabeth Martichoux le 8 juillet sur LCI. Réponse de Jean-Michel Blanquer : « Ce sont des sujets qui continueront à être sur la table jusqu'à la rentrée mais ce n'est pas ma tendance naturelle, étant donné qu'une grande majorité des professeurs se font vacciner. On n'a pas besoin de mettre en place un système d'obligation. » Selon l'ancien recteur - se basant néanmoins sur de vagues « remontées de terrain » - 70 % à 75 % des enseignants avaient alors reçu une première injection et « 90 % en affirment l'intention » dans des enquêtes.

► "Au moins 70-75% des professeurs ont eu une primo- #vaccination et, dans nos enquêtes, 90% en affirment l'intention : on n'a pas besoin de mettre sur pied un système d'obligation" : @jmblanquer dans L'Interview d' @EliMartichoux sur #La26 .
pic.twitter.com/kc1sFjLrGg

— LCI (@LCI) July 8, 2021 « Ce serait une vaste blague »

Du côté des syndicats, l'option ne semble pas non plus susciter l'enthousiasme. « Ce serait indécent », pointe Nicolas Penin, secrétaire régional du syndicat UNSA Éducation dans les Hauts-de-France. « Ce serait une vaste blague que de demander aux enseignants d'aller se vacciner alors que pendant un an nous avons demandé à être public prioritaire ». Il faisait ainsi référence aux demandes des syndicats d'ouvrir la vaccination aux personnels de l'Éducation nationale lorsqu'elle était encore réservée à certaines parties de la population.

Mi-avril, Jean Castex avait fini par accorder des créneaux spécifiques aux AESH (Accompagnant des élèves en situation de handicap), aux ATSEM (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles) et aux professeurs de plus de 55 ans. Insuffisant aux yeux des syndicats.

« Si on arrivait à une vaccination obligatoire, on ne voit pas pourquoi les enseignants seraient visés plutôt que d'autres alors qu'on n'a pas été considérés comme prioritaires



au printemps dernier », renchérit Jean-Rémi Girard, président du SNALC [Syndicat national des lycées et collèges]. « On sait que comme dans les autres parties de la population, il y a des réticences de certains enseignants à la vaccination », convient Guislaine David, co-secrétaire générale et porte-parole du SNUipp-FSU [Syndicat national unitaire des instituteurs et des professeurs des écoles]. Mais il vaut mieux les convaincre. L'objectif, c'est que le ministère fasse preuve de pédagogie. L'obligation a quelque chose de contreproductif. On ne voudrait pas en arriver à ce que des enseignants n'aillent pas travailler à cause de ça. »

Incertitudes pour la rentrée

Plutôt qu'une hypothétique vaccination obligatoire, c'est surtout la préparation de la rentrée qui préoccupe les syndicats. Dans son dernier avis rendu le 6 juillet, le Conseil scientifique insiste sur le dépistage dans les établissements scolaires. D'après des travaux scientifiques « si l'adhésion de la population à ce type de mesures était importante, un dépistage hebdomadaire réalisé dans les écoles à l'aide d'autotests pourrait permettre de réduire de façon importante la circulation virale en milieu scolaire tout en limitant les absences. »

« Les premières communications sont très problématiques », considère Nicolas Penin qui s'inquiète de la « capacité organisationnelle du ministère ». « Quand il y a un dépistage, il doit être localisé et choisi. Qu'on autoteste ou qu'on teste sur une zone où il y a une flambée, oui, mais autotester pour le plaisir d'autotester, c'est comme aller chercher une aiguille dans une botte de foin », déroule le syndicaliste.

D'ailleurs, le Conseil scientifique admet qu'une « stratégie de dépistage, optimisée et généralisée dans les collèges et les lycées [...] paraît désormais peu réaliste [...], compte-tenu des différentes réserves exprimées par les différents acteurs, et une certaine forme de réticence à l'endroit de ce type de démarche. » Lors de leur mise en place au printemps dans les établissements scolaires, trop peu de parents adhéraient au dispositif pour leurs enfants.

Mais il est encore tôt pour connaître le protocole sanitaire de la rentrée. « Les syndicats ont eu un point sanitaire avec le cabinet du ministre la semaine dernière », explique Jean-Rémi Girard. Plusieurs scénarios vont être développés pour les différentes possibilités à la rentrée. Normalement vers fin juillet, ce devrait être réglé. « On réclame de ne pas vivre ce qu'on vient de vivre sur les examens de fin d'année, c'est-à-dire de la dernière minute et du fiasco. Tenons-nous à des consignes claires et réalisables. » plaide de son côté Nicolas Penin.

Vaccination des adolescents

Autre levier pour faciliter la rentrée : intensifier la vaccination des adolescents. « Nous sommes favorables à des campagnes de vaccination à destination des mineurs dans la tranche d'âge où la politique vaccinale le prévoit », souligne Jean-Rémi Girard. « Pour les collégiens, les lycéens et les étudiants, des campagnes de vaccination spécifiques seront déployées dans les établissements scolaires dès la rentrée », a promis Emmanuel Macron lundi soir. « La question est l'organisation de cette vaccination », nuance Jean-Rémi Girard, du SNALC, on pense que ce serait plus simple de le faire



dans les centres de vaccination que dans les établissements scolaires. »

Il n'empêche, une certitude demeure : l'Éducation nationale se prépare bien à une nouvelle rentrée sous le signe du Covid. « Il y avait l'espoir d'une rentrée un peu plus normale, vu la tournure que prennent les événements on sent bien que ça va être plus compliqué que ça » résume Jean-Rémi Girard.

À LIRE AUSSI: "On manie la carotte et le bâton" : sur la vaccination, Macron choisit l'autorité

